

Les raisons de l'échec démocratique de nos pays

Lecture de l'Ethique de Nicomaque d'Aristote, VIII, X

13 mars 2017

Au livre huit de l'*Ethique à Nicomaque*, Aristote distingue trois types de gouvernements, s'accompagnant de leur pendant « corrompu » :

- Royauté => Tyrannie
- Aristocratie => Oligarchie
- Démocratie => Timocratie

Le Stagirite fait ensuite remarquer que les différentes sphères de la société sont réglées selon des analogies de ces types de gouvernements : le rapport père-enfant s'assimile à la royauté, mari-femme à l'aristocratie et entre frères, à la timocratie. Mais l'objet ici n'est pas ici de discuter de la pensée d'Aristote, ni même de la démocratie grecque. Nous allons brièvement parler de nos « démocraties »...

Je développerai ma pensée en deux points :

- 1) Quel est le régime politique actuel ?
- 2) Quelles peuvent être les raisons de l'échec de l'élan démocratique contemporain ?

1 – Quel est le régime politique actuel ?

A l'heure où un (ex-)banquier de chez Rothschild est candidat à la présidence française, où l'ex-PDG d'Exxon Mobil représente la démocratie américaine tandis que le Danemark nomme un ambassadeur auprès du GAFA¹ (Google-Amazon-Facebook-Apple), il semble évident que les régimes politiques des pays occidentaux (et plus largement de la majorité des pays du monde « non-dictatoriaux ») se rapprochent d'*oligarchies* et plus exactement, de *ploutocraties*. Je devrais naturellement argumenter ce point, mais je ne me livrerai pas à cet exercice ici, car il faudrait pour cela poser une définition de la démocratie, du pouvoir, de la politique et pour finir de l'oligarchie, multiples opérations qui seront l'objet de nombreux textes ultérieurs. Tenons donc pour admise cette proposition : les « démocraties » occidentales consistent en réalité en des oligarchies.

Mais alors, comment a-t-on pu glisser si subrepticement vers un tel modèle ? Si l'on en croit la classification d'Aristote, il faut croire que nous avons toujours vécu, en réalité, dans une aristocratie, laquelle s'est corrompue sous l'effet de la puissance du pouvoir économique en oligarchie – qui désigne pour Aristote un gouvernement des plus riches, autrement dit ce que nous appelons

1 <https://www.latribune.fr/technos-medias/le-danemark-nomme-un-ambassadeur-aupres-des-gafa-637183.html> ou https://politiken.dk/udland/art5806849/Danmark-f%C3%A5r-som-det-f%C3%B8rste-land-i-verden-en-digital-ambassad%C3%B8r?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter

aujourd'hui une ploutocratie. Soyons donc précis sur les termes et adoptons une terminologie légèrement différente de celle d'Aristote : l'aristocratie signifie littéralement le « gouvernement des meilleurs » ; l'oligarchie, « gouvernement d'un petit nombre » ; enfin la ploutocratie consiste en le « gouvernement des plus riches », respectivement selon les racines grecques de ces termes. Nous classifions donc l'aristocratie et la ploutocratie comme deux formes possibles de l'oligarchie, qui les subsumera, en constituant la forme générale de *constitution*. La différence entre les deux formes de cette dernière consistera donc dans le mode de *sélection* de la classe dirigeante : soit on sélectionnera les « meilleurs », les plus éduqués (dans l'Empire Chinois par exemple) ou les plus « nobles » (c'était le cas dans l'Ancien-Régime), soit on sélectionnera les plus riches. Entendons-nous bien toutefois sur l'utilisation du terme de « sélection » : il ne faut pas nécessairement comprendre un arbitraire *conscient* par un pouvoir suprême (celui de l'empereur, ou celui du peuple au suffrage universel) ; nous considérerons le régime politique réel, résultant des *rapports de pouvoir effectifs* dans nos sociétés. Ainsi, si c'est le peuple qui, dans nos régimes, sélectionne des élus en fonction de leur qualité, ou bien de leur popularité, nous n'en tiendrons nullement compte pour désigner le *régime politique réel* de nos États ; en effet, le pouvoir ne se trouve pas aujourd'hui contenu dans les hémicycles démocratiques, le pouvoir est principalement détenu par la sphère économique de la société, de façon absolument claire et incontestable. Or, c'est le *pouvoir*, sa répartition, son organisation, sa structuration, qui constitue l'objet de la politique et qui détermine la nature politique d'une société. Ainsi, il n'est nullement contradictoire d'affirmer que nous vivons dans des ploutocraties, bien qu'en apparence une part de sélection démocratique soit permise dans le champ politique, lequel n'est en réalité qu'un contre-pouvoir minime... Nous suivrons donc l'analyse de Pareto, qui, déjà à la fin du XIX^e siècle désignait nos régimes comme des « plouto-démocraties »².

Soyons donc parfaitement clair avec notre lecteur : jamais, à aucun moment de l'histoire, les États modernes n'ont été des démocraties, ni de près ni de loin. Dès leur origine, en 1789 en France en 1776 aux États-Unis, la répartition effective du pouvoir instaura une oligarchie. Montesquieu lui-même, l'un des principaux concepteurs des « démocraties » modernes, notamment de la notion de séparation des pouvoirs et de « contre-pouvoirs » nécessaires, s'est ouvertement inspiré de la République romaine (dont nos régimes sont les clones presque parfaits) et non de la démocratie grecque³. Montesquieu, à la différence d'Aristote, considère la république comme l'une des formes de gouvernement fondamentale ; or, celle-ci peut-être, pour Montesquieu, *soit* aristocratique *soit* démocratique, cela ne change pas fondamentalement la chose dans son esprit : seule l'étendue de la citoyenneté change, une partie de la population seulement dans l'oligarchie, toute, dans la démocratie. En instaurant une frontière si ténue entre ces deux régimes, en réduisant la démocratie à l'étendue de la citoyenneté, Montesquieu écrit déjà le futur : la prise de pouvoir par la bourgeoisie qui suivra sera, légitimement, une oligarchie, reproduisant le modèle de la noblesse aristocratique qui l'aura précédée. Le glissement était trop facile ! Comment ne pas résister à la tentation de s'arroger un pouvoir particulier lorsqu'on constitue une classe dominante dans la société ? C'est effectivement ce qui eut lieu, et il faudra attendre 150 ans pour que l'oligarchie régnante accepte de donner le suffrage universel au peuple. Aux États-Unis les choses sont moins caricaturales, mais, du fait du libéralisme excessif du pays, dès son origine, le pouvoir économique aura de fait un rôle au moins tout aussi important que le pouvoir politique. Comme le remarquait déjà Tocqueville, la « démocratie » américaine tendait à individualiser les gens, au point qu'ils se désintéressaient de la chose publique et s'occupaient de leurs intérêts personnels, en particulier économiques. Évidemment, un tel régime ne peut en aucun cas être considéré comme une véritable démocratie, régime politique dont la particularité est de faire de la « chose publique » le cœur même de la vie quotidienne de l'ensemble des citoyens.

2 Vilfredo Pareto, *Traité de sociologie générale*, 1968 (1916)

3 Montesquieu, *De l'esprit des lois*

Pour résumer, les États modernes sont donc, dès leurs origines, des oligarchies. Néanmoins, dans ces oligarchies, la sélection s'effectue de façon plus ou moins démocratique : censitaire tout d'abord (c'est-à-dire selon le cens, les revenus des individus ; plus on est riche, plus notre vote a de poids) puis démocratique de nos jours, avec le suffrage universel (seulement donc pour certaines élections et dans certains pays ; l'élection présidentielle américaine par exemple n'est pas parfaitement démocratique de ce point de vue). De plus, les libertés et les droits individuels étant le cœur de la citoyenneté, laquelle est donnée à tous, nous parlerons d'*oligarchies-libérales*. Malheureusement, la structure de nos sociétés, dans lesquelles le pouvoir économique acquiert une importance démesurée, tout comme la structure de l'économie de marché mondialisée rendent le pouvoir économique, essentiellement les transnationales géantes aujourd'hui, détenteur d'un pouvoir plus important que celui de la sphère politique. Ainsi, nous devrions parler, pour être parfaitement précis, de ploutocraties-libérales. Toutefois, on ne peut pas nier qu'un « élan démocratique » réel anime les peuples occidentaux depuis au moins deux siècles. Cela est particulièrement effectif dans le domaine des libertés et des droits. Il y a sur ce point une réelle et considérable évolution historique qui correspond indéniablement à l'émergence d'un mouvement concret vers la démocratie. En effet, la *finalité* d'un gouvernement démocratique – comme l'affirmait déjà Aristote – est la liberté des citoyens. La liberté et l'égalité constituent les valeurs fondamentales et essentielles de toute démocratie ; ainsi, nos oligarchies-libérales tendent indéniablement vers la démocratie, du moins en termes de libertés individuelles, en particulier à propos des mœurs. Et pourtant, ce mouvement vers la démocratie est toujours aujourd'hui infructueux ; il n'est pas parvenu à réellement s'imposer et renverser l'oligarchie régnante. Bien au contraire c'est le caractère ploutocratique (et non démocratique) de nos régimes qui s'intensifie actuellement dans nos sociétés.

2 – Quelles peuvent être les raisons de l'échec de l'élan démocratique contemporain ?

L'échec – jusqu'à présent – de cet élan démocratique traversant nos sociétés depuis deux siècles et constituant un « idéal », une finalité utopique dans notre histoire politique, consiste à ne pas avoir compris la véritable nature de la démocratie. La démocratie n'est pas simplement un régime institutionnel qui donne à tous *formellement* la possibilité juridique de voter ou d'être élu ; la démocratie n'est pas non plus soluble dans la « représentativité »... La démocratie repose sur une répartition particulière du *pouvoir*. Il faut sur ce point nous livrer à un bref aparté et observer une différence fondamentale dans la théorie politique moderne en rapport à celle d'Aristote. On l'a vu avec le cas de Montesquieu cité plus haut : on remarque bien que, pour ce dernier, les différents régimes politiques se caractérisent par différents régimes constitutionnels et des institutions particulières. C'est en effet le postulat de la théorie politique moderne : un régime politique consiste avant tout en des institutions. Or, on remarque sans peine que ce n'est pas ainsi qu'Aristote classifie les constitutions : il s'appuie sur la répartition réelle – *effective* – du pouvoir et non sur des institutions particulières. C'est ainsi que s'opère sa classification : la monarchie – pouvoir d'un seul –, l'aristocratie – pouvoir d'un certain nombre –, la démocratie – pouvoir de tous. Au contraire, Montesquieu regroupe l'aristocratie et la démocratie dans le même ensemble, car il ne considère pas la répartition du pouvoir (sans quoi il conclurait à la distinction fondamentale entre ces deux régimes) mais bien plutôt la forme des législations. Pour notre part, nous adopterons le point de vue antique et considérerons les régimes politiques selon la répartition effective du pouvoir.

Ainsi, la particularité de la démocratie, qui la différencie fondamentalement de tous les autres régimes politiques, c'est que le pouvoir (et non pas les « droits » ou les « libertés » !) est réparti entre tous, sans discrimination, entre l'ensemble des citoyens. Dans une véritable démocratie, une démocratie « pure », ce pouvoir est réparti de façon *égale* entre tous les citoyens, selon le principe d'isonomie (principe fondateur de la démocratie athénienne antique). Or, cette situation *n'est pas* un état de fait ! Naturellement, le pouvoir est *toujours* inégalement réparti, du fait de la structuration même de nos sociétés (inégalités cognitives, culturelles, division du travail, propriété privée, hiérarchies diverses, etc.). Ainsi, pour tenter d'instaurer une véritable démocratie dans nos sociétés complexes, il est nécessaire de rééquilibrer en permanence les pouvoirs, de veiller constamment à la préservation des contre-pouvoirs et de compenser sans relâche l'inégale répartition des richesses, des positions d'autorité, etc. Pour cela – et suivant le bon sens le plus évident – il est nécessaire que *l'ensemble des sphères de la société soient démocratiques*. Comment pourrait-il en être autrement ? Comment peut-on imaginer une démocratie politique alors que la sphère économique se modèle sur la tyrannie, régime politique le plus opposé à la démocratie ?!

L'échec de l'élan démocratique de la modernité (et peut-être aussi celui de l'antique démocratie athénienne), c'est de ne pas avoir compris qu'il fallait que la démocratie soit la règle dans tous les domaines de la société pour qu'elle s'impose politiquement. Dans l'antiquité, la famille (comme l'observait Aristote, qui comparait le pouvoir du père de famille à celui d'un roi) n'était pas démocratique et se retrouvait en porte-à-faux avec le régime politique. De nos jours, s'est principalement la sphère économique – le milieu de l'entreprise donc – qui n'est absolument pas démocratique et qui vient miner les efforts de démocratisation du champ politique. Pourquoi ? Pour des raisons relevant de la psychologie humaine et son influence sur les structurations de la société. C'est un fait aujourd'hui incontestable suite aux découvertes sociologiques : les êtres humains n'agissent pas de façon détachée de la société selon leur seul « libre-arbitre » ; ils sont influencés par les *faits sociaux*, par leur position objective dans la hiérarchie sociale, par les idées et conceptions communes de la population, etc. Ainsi, les institutions objectives qui régissent nos vies, très concrètement, influencent nos pensées et donc nos comportements. Il se crée donc dans nos sociétés un paradoxe : dans la sphère politique notre liberté s'affirme tandis que dans la sphère économique, dans notre vie professionnelle notamment, nous sommes toujours soumis à l'autorité arbitraire et autoritaire de la hiérarchie, de nos managers, de nos chefs, etc. L'entreprise se modèle soit sur une royauté bienveillante (laquelle peut parfois dériver, selon les observations d'Aristote, en tyrannie), soit sur une gestion aristocratique non héréditaire (managers), alors que nous essayons d'aller vers une démocratie politique. Cela ne peut fonctionner. Un tel état de fait a pour seule conséquence de répandre une schizophrénie généralisée et c'est effectivement ce qui a lieu ! Je reviendrais sans doute dans plusieurs autres articles sur cet « état schizophrénique » caractéristique des individus de nos sociétés modernes ; disons, pour ce qui nous intéresse aujourd'hui, qu'il agit sur le rapport au pouvoir. Le lecteur – qui très probablement travaille ou a travaillé et connaît ainsi donc le monde professionnel – peut sans peine concevoir ce dont je parle ici : il admettra que son rapport à l'autorité est très différent selon s'il se trouve chez lui ou à son travail... Dans la première sphère, la sphère privée, il est seul « maître » ; dans la seconde, il est « esclave », soumis aux ordres arbitraires d'un chef, dans un régime sans lois (ou presque) – certes, j'admets cette description caricaturale et excessive, mais je la pense néanmoins relativement vraie dans son principe. Enfin, dans la sphère politique il se soumet à une prise de décision collégiale – la « volonté générale » chère à Rousseau – reposant sur une égalité avec ses semblables citoyens (en théorie). Ainsi, on observe que, selon les sphères de la société et les moments de sa vie, notre pauvre citoyen post-moderne doit s'adapter à trois rapports différents au pouvoir et à l'autorité. Une telle situation, un tel grand écart entre des extrêmes radicaux d'un domaine à l'autre, est bien évidemment intenable sur le plan psychologique et de là, du point de vue de

l'harmonie de la société. L'un de ces rapports de pouvoir va forcément dominer dans le conditionnement de l'individu et dans sa conception du pouvoir et de l'autorité. Quand bien même ce ne serait pas le cas, il se retrouvera alors nécessairement frustré dans certains moments de sa vie et sera forcé d'adopter des personnalités dissociatives, c'est-à-dire de présenter différentes personnalités selon qu'il se trouve à son travail, chez lui ou avec ses amis... Un tel état de fait conduit inéluctablement à des comportements pathologiques. Là encore, c'est effectivement ce que nous constatons. Il n'est pas lieu ici de nous livrer à une étude de psychologie sociologique – que nous mènerons sans doute dans des études futures – mais il est clair que, de comportements pathologiques, notre société en est remplie ! Le rapport au travail et les comportements des employés dans l'entreprise en sont des exemples patents.

La démocratie doit forger l'être social lui-même. Elle se doit de structurer de ses valeurs et de ses lois l'ensemble de la société et des rapports humains en son sein. Dans un monde d'esclaves et de maîtres, comment l'élan démocratique aurait-il pu triompher ? Il est donc nécessaire de réfléchir aujourd'hui à la signification réelle de cet « esprit démocratique » dans l'ensemble des sphères de la société. Il est nécessaire de « démocratiser » l'entreprise, le travail, la sphère économique si importante dans la vie des individus et donc dans la constitution de leur psychisme. Or, paradoxalement à la montée en puissance colossale des grands pouvoirs économiques (les transnationales) et au renforcement du caractère ploutocratique de nos régimes politiques, nous voyons apparaître, de la base de la société, une aspiration à de nouveaux rapports dans le monde du travail et un nouveau rapport au travail même. Les idées de « collaboration », de « participation », « d'autonomie » émergent dans le débat public et la psyché collective. Il y a là un espoir considérable et un effort qu'il faut *absolument* poursuivre, si nous ne voulons pas laisser l'élan démocratique des siècles précédents mourir en ce XXI^e siècle. L'avenir à la fois de notre économie mais aussi de notre système politique est dans « l'économie contributive », dans une économie de l'horizontalité, du partage et de la liberté. Une économie qui se libère du modèle archaïque de la hiérarchie pyramidale et de la figure du « patron », dictant sa volonté à ses « esclaves », en dictateur. Une telle économie est parfaitement possible et constitue d'ores et déjà la principale économie créatrice de valeur aujourd'hui : c'est bien sûr le domaine de l'*open-source* en informatique qui constitue le modèle exemplaire de cette nouvelle forme de la production technique et économique. Elle consiste en une « communauté politique » d'acteurs libres, qui « collaborent » autour d'un projet commun, tout en gardant leur autonomie et leur liberté. Cette communauté contributive s'organise de façon presque horizontale (même si il y a bien sûr des coordinateurs et certaines positions hiérarchiques) et ne soumet jamais, par le biais d'un contrat ou de quelques autres obligations, ses participants. Ceux-ci sont parfaitement égaux dans leur liberté et leurs prises de décisions, quand bien même leur place hiérarchique ou leur fonction, suivant leur compétence, peut être inégale. Ils participent librement au projet commun et ne se soumettent aux règles de la communauté contributive qu'en son sein. A tout moment ils peuvent s'en dégager, *sans perdre* leur savoir ou leur « capital » acquis. Une telle forme d'économie s'organise donc de façon presque parfaitement démocratique. Elle produit de la valeur à la fois de façon *plus efficace* et *plus bénéfique* pour la communauté que le modèle tyrannique de l'entreprise actuelle, vu que les savoirs sont partagés et qu'ils puisent dans les compétences de chacun. L'augmentation de somme de savoirs du « tout » bénéficie à chacune des « parties » et le tout bénéficie du libre travail des individus. Et je ne parle pas ici de l'aspect humain, point sur lequel bien évidemment l'économie contributive réalise un épanouissement des individus inégalé jusque-là...

Ainsi, lorsqu'alors, plus que jamais, l'utopie démocratique semble menacée, tandis que l'oligarchie ploutocratique semble au faîte de sa puissance, il se pourrait qu'en réalité, l'élan démocratique soit en train de vaincre en sous-main. Le contre-courant se renforce et un futur se dessine, dans lequel la sphère économique – enfin ! – s'ouvrira à la démocratie et à la liberté. La flamme de la liberté, ancrée dans le cœur de trop nombreux êtres humains sur cette terre, ne sombrera pas et, à l'heure de l'internet et du numérique, elle devient irrépressible. La liberté, dont j'exalte la sublimité ici avec lyrisme, n'est pas l'apanage du libéralisme. La liberté est la prérogative, la valeur fondamentale et la finalité de la démocratie. Au contraire, la théorie libérale a dénaturé ce si beau concept pour le réduire dans une conception étroite et dévoyée : celle des droits individuels. La liberté est alors assimilée au « droit de faire ce que je veux » et les institutions n'ont vocation qu'à limiter cette liberté par la loi, selon la règle insipide bien connue : « ma liberté s'arrête là où commence celle de mon voisin ». Une telle vision de la liberté déforme totalement la notion et aboutit à un paradoxe, flagrant dans le domaine économique : la *liberté de dominer*. Au nom de la liberté, on asservit, au nom de la liberté, on justifie la domination d'une partie de la population sur une autre. Une telle absurdité philosophique ne peut naturellement pas tenir éternellement. Sans doute est-il temps, aujourd'hui, de redéfinir la liberté et de contester sa conception abâtardie résultant du libéralisme. La liberté est avant tout politique, ce qui signifie qu'elle s'inscrit essentiellement dans les *rapports de pouvoir*. C'est là que se situe l'enjeu, et c'est là que s'affirmera l'élan démocratique qui anime les peuples occidentaux – et aujourd'hui les peuples du monde – depuis plus de deux siècles...

A.A.